

## **Pour une autre vision de l'économie**

Comme économistes, nous ne trouvons pas acceptable que l'économie occupe une si grande place dans nos sociétés au détriment des autres sphères d'activité humaine. Nous contestons le discours économique dominant, tant dans sa logique que dans ses fondements et dans son programme politique. L'espace public est aujourd'hui accaparé par un discours économique souvent qualifié de « néolibéral ». Ce discours est pourtant loin d'être nouveau, il a plusieurs siècles d'existence.

### **1. L'importance démesurée de l'économie dans nos sociétés**

La société est en permanence plongée dans un tourbillon d'informations, d'idées et d'opinions portant sur les phénomènes économiques et sur l'évolution qu'il conviendrait de leur imprimer. Certes, l'importance apportée aux questions économiques s'explique par l'urgence des nombreux problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui, selon les conditions d'une mondialisation qui nous est présentée comme porteuse de contraintes incontournables. Ces phénomènes nous touchent de très près puisqu'ils affectent nos vies en profondeur. Sur la place publique, les débats touchant les questions économiques prennent la forme de controverses concernant, par exemple, le choix des politiques en matière de gestion de la dette publique, de financement des systèmes de santé et d'éducation, d'environnement ou encore de salaire minimum et de relations de travail.

Cependant sur toutes ces questions, qui font l'objet de débats sociaux intenses, l'argumentation économique s'impose de manière décisive. Dans la société en général mais également au sein du monde académique, les économistes bénéficient ainsi d'un statut à part, qui leur confère une influence démesurée dans la conduite des « affaires de la Cité ». Le discours économique devient la ligne quasi-incontournable à suivre pour répondre à tous les enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Toutes les dimensions de la vie sociale (éducation, santé, culture) sont abordées à travers le prisme du raisonnement économique. L'économie occupe ainsi une place démesurée dans nos sociétés. La question mérite pourtant d'être posée : l'économie est-elle au service de la société ou la société est-elle au service de l'économie ?

## 2. Le manque de pluralisme dans le discours économique ou l'existence d'une pensée dominante en économie

Outre cette place disproportionnée de l'économie dans nos sociétés, un autre problème se pose : la manière dont sont actuellement menés les débats économiques. Ces derniers manquent de pluralisme, car une seule vision de l'économie est présentée. En effet, cette dernière, qui domine la façon dont sont formulés les interprétations, les diagnostics et les propositions, est celle du néolibéralisme qui trouve, en particulier, un appui dans la formation donnée dans nos établissements d'enseignement. C'est sur cette conception de l'économie que s'articulent pour l'essentiel les politiques économiques adoptées par les pouvoirs publics et les informations et opinions économiques diffusées dans les media ou les organismes à vocation économique.

Sur le plan politique, le libéralisme classique, qui émerge au XVI<sup>e</sup> siècle, se présentait comme une force progressiste et révolutionnaire puisqu'il remettait en question l'absolutisme politique et religieux. Cependant dans le domaine de l'économie, il mit en avant, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les mots d'ordre de laisser-faire et de libre-échange qui légitimeront le pouvoir de la nouvelle classe industrielle. Pour une grande partie des spécialistes de la nouvelle discipline de l'économie politique, calquée sur la physique, l'économie est vue désormais comme un mécanisme mû par des lois naturelles, dans lequel l'interaction libérée de toute contrainte entre des individus qui poursuivent chacun leurs intérêts égoïstes génère le maximum de bien-être pour l'ensemble de la collectivité : le marché est le lieu où s'opère ce miracle. Les pouvoirs publics doivent limiter au maximum leurs interventions pour ne pas fausser cet ajustement automatique. C'est ainsi que plusieurs des économistes anglais les plus connus du début du XIX<sup>e</sup> siècle appuyèrent les industriels pour réclamer l'abolition des lois sur les pauvres qui, en apportant à ces derniers un soutien matériel, faussaient, selon eux, le jeu du marché du travail.

Ce libéralisme économique – qu'il ne faut pas confondre avec le libéralisme politique ou moral – a été combattu, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, par plusieurs courants de pensée. Il en fut de même au XX<sup>e</sup> siècle où, parmi d'autres, Keynes a proclamé en 1926 *La fin du laisser-faire* et la nécessité d'une intervention active des pouvoirs publics dans une économie qui ne

génère pas spontanément la stabilité et le plein emploi. On a assisté, depuis les années 1970, tant sur le plan théorique que sur celui des politiques, à une remontée en force d'un libéralisme radical qu'on a appelé, faute de mieux, le néolibéralisme. Les expressions d'ultralibéralisme ou de rétro-libéralisme conviendraient mieux. Ce discours s'appuie sur les mêmes prémisses que celui des premiers penseurs du libéralisme économique : il faut permettre au marché de fonctionner librement, il faut donc le déréglementer, libérer, comme si cela était possible, les transactions de toute contrainte. Dans cette vision, l'État, le collectif, le social et le culturel doivent s'effacer devant cette machine merveilleuse que serait le marché.

Au nom de cette vision du marché et de la concurrence, on justifie tout : transformation du rôle de l'État, déréglementation, privatisation, réduction des impôts, ouverture des frontières, modifications des lois sur le travail, fermetures d'usines et d'entreprises, réduction des salaires, augmentation de la charge de travail, transformation des régimes de retraite. À qui profitent donc ces changements ? Aujourd'hui, nous assistons à une remise en question radicale de cette forme d'interventionnisme qui s'était imposée dans la plupart des économies capitalistes dans les trente années de l'après-guerre que l'on a identifié au keynésianisme. Cette remise en question s'est effectuée progressivement à partir du milieu des années soixante-dix, mais surtout durant les années quatre-vingt.

Friedrich Hayek, l'un des maîtres à penser du néolibéralisme, estimait nécessaire de lutter autant sur le plan idéologique que théorique et politique contre l'interventionnisme et c'est dans ce but qu'il a inspiré la création, en 1955, de l'*Institute of Economic Affairs*, destiné à défendre le libéralisme en expliquant le rôle des marchés dans la résolution des phénomènes sociaux. Cet institut est le premier modèle de ces « boîtes à idées » (think-tanks) qui prolifèrent depuis cette date et jouent un rôle important dans la propagation d'un libéralisme dogmatique et radical. L'*Institut Fraser* fondé au Canada en 1974 et l'*Institut Economique de Montréal* en sont d'autres exemples. L'appellation de ce dernier groupe donne une apparence de prétention scientifique, qui en trompe plusieurs, à ce qui constitue une opération de propagande idéologique. Largement financées par des organisations patronales, ces boîtes à idées se trouvent en première ligne pour offrir un « prêt à penser »

économique clairement soumis à la fiction néolibérale. Véritables pourfendeurs de l'interventionnisme étatique ou de toute autre forme d'action collective organisée par les syndicats ou les groupes contestataires de l'ordre établi, ils s'arrogent, sous couvert de scientificité, un rôle de porte-parole de premier plan dans l'espace public à travers leurs interventions dans les media ou auprès de la classe politique. Ils véhiculent dogmes et clichés, ils cherchent à faire en sorte que le monde économique soit à l'image de leur théorie. Ce qui fait dire à certains auteurs qu'ils sont de véritables fanatiques du marché, dignes des intégrismes religieux. Ce genre d'organismes participe donc activement à la propagation d'un discours économique purement idéologique qui, malgré le voile d'objectivité dont il se pare, déforme les questions économiques traitées, altérant ainsi la qualité du débat public.

Ce discours cherche par ailleurs une légitimité en s'appuyant sur des théories qui sont élaborées dans le monde académique. Bien entendu, les théoriciens ont eux-mêmes des visions politiques et l'on peut se demander jusqu'à quel point les théories économiques, même les plus abstraites, ne constituent pas au fond la rationalisation et la justification a posteriori de choix politiques. Cela dit, la grande majorité des économistes adhèrent à un paradigme qu'on appelle, depuis le début du siècle dernier, néoclassique. Celui-ci est très diversifié, traversé de multiples courants. Il serait exagéré de prétendre que ces économistes adhèrent nécessairement à l'idéologie néolibérale. Au contraire, on peut trouver des économistes utilisant l'approche néoclassique dans toutes les tendances politiques, du libéralisme le plus radical au communisme. Mais le noyau dur de cette approche se prête bien à la croyance dans l'efficacité des marchés. Il postule en effet l'existence d'un *homo oeconomicus* poursuivant de manière rationnelle son intérêt personnel. Le fonctionnement de l'économie, qu'on analyse en termes d'équilibre (entre autres l'offre et la demande) résulterait de l'interaction des actions individuelles. Cette approche à d'ailleurs la prétention de vouloir expliquer tous les phénomènes sociaux. Le marxisme, l'institutionnalisme et le keynésianisme – du moins celui de Keynes – ont rejeté, chacun à sa façon, cette vision. Elle est revenue en force à partir de 1970 sous divers avatars : monétarisme, économie de l'offre, école des choix publics, nouvelle macroéconomie classique.

C'est en raison de l'hégémonie de l'idéologie néolibérale dans l'élaboration du discours économique ambiant qu'il est permis de parler d'une pensée dominante en économie. Plusieurs préfèrent qualifier le discours économique ambiant de pensée unique, compte tenu de l'emprise que le néolibéralisme a gagnée sur les esprits, en évacuant les autres approches qui permettraient de remettre en cause cette vision du monde. En somme, un seul discours économique présenté comme s'il était l'unique regard que l'on puisse porter sur les « faits économiques » occupe presque tout le terrain et tend à façonner les interventions publiques, qu'il s'agisse des médias, du monde politique et des autres espaces de la vie sociale.

Par notre formation et notre pratique de recherche et en tant qu'économistes, nous nous sentons particulièrement interpellés par l'absence de pluralisme qui caractérise le discours économique ambiant. Il est faux de laisser croire que ce dernier résume à lui seul l'ensemble des discours en économie et qu'il est accepté par tous les économistes. Même si cela est généralement méconnu, il existe, derrière cette unité de façade imposée par la pensée dominante en économie, une grande diversité de points de vue parmi les économistes. L'absence de pluralisme, dans l'explication des faits économiques et dans les solutions mises de l'avant, oriente les débats vers ce que les tenants de la pensée dominante identifient comme étant les vrais problèmes économiques : une dette publique excessive, une productivité insuffisante, des protections sociales trop généreuses, les entraves de tout type au « libre marché » ou au « libre commerce », la frilosité des acteurs sociaux et le déficit d'innovation de la société québécoise, entre autres. D'autres regards mèneraient sans doute à d'autres diagnostics.

### **3. Une pensée économique insatisfaisante**

L'absence de pluralisme dans les débats économiques n'est pas le seul problème qui se dégage de l'examen du discours économique en vogue. Un second problème concourt activement à la pauvreté des débats économiques actuels : la pensée économique dominante est fondamentalement insatisfaisante aux niveaux théorique et politique. Cela est le cas

parce que : 1) elle offre une représentation fictive de l'économie ; 2) elle légitime l'ordre établi et les pouvoirs en place ; 3) elle entretient une vision déterministe de l'économie.

### *3.1 Une représentation fictive de l'économie*

La majorité des économistes croient pouvoir expliquer tous les comportements comme un processus de choix en contexte de rareté, touchant, de ce fait, presque toute la panoplie des comportements humains. Ils le font en se détachant complètement des contingences de l'économie réelle.

Cette représentation simplificatrice de l'économie provient d'abord de l'idée selon laquelle l'économie serait un « fait de nature ». Le fonctionnement de l'économie obéirait à des lois naturelles (les lois du marché ou les forces du marché). Ces lois économiques sont conçues et présentées comme étant nécessaires : ce sont des lois auxquelles on ne pourrait échapper, comme la loi de la gravité. Ainsi, elles s'imposeraient à la volonté des êtres humains, de sorte que ces lois du marché sont présentées comme étant des prescriptions incontournables, ne pouvant être modifiées par les lois humaines. Les lois économiques sont ensuite présentées comme étant immuables – elles se répèteraient, invariablement, à travers le temps – et universelles, elles s'appliqueraient partout de la même façon et à toutes les époques. De plus, ces lois seraient harmonieuses : puisqu'elles expriment un ordre préétabli, celui de la nature, elles seraient nécessairement souhaitables pour le bien-être de la société (les laisser opérer serait naturellement bénéfique). La conception de l'économie comme étant gouvernée par des lois naturelles est le fondement de la doctrine du laisser-faire. En mettant de l'avant une conception de l'économie comme mécanisme obéissant à des lois naturelles, la pensée économique dominante perpétue l'utopie d'un monde qui s'autorégule, telle une machine, vision conforme au modèle de la physique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cette représentation de l'économie repose aussi sur une vision du monde en vertu de laquelle les processus sociaux et économiques sont le résultat uniquement de l'interaction entre des individus libres, égaux et rationnels. Il n'y a donc pas de conflits dans cet univers, présenté selon la fiction d'un monde sans contraintes et sans rapports de forces inégaux, un

monde idéal où l'harmonie – quand ce n'est pas l'ordre spontané – est assurée par le libre jeu des forces du marché. Cela débouche sur une idéologie de la responsabilisation individuelle, où sont gommées de l'analyse et de l'organisation sociale les obligations collectives qui sont garantes de la capacité, pour les individus, d'exercer dans les faits leur liberté.

### *3.2 Une légitimation de l'ordre établi et des pouvoirs en place*

Dans un univers économique supposément régulé de façon automatique, toute intervention extérieure – interventions publiques, actions syndicales et des groupes de défense des droits, etc – apparaît nécessairement comme étant une source de dysfonctionnement dans une machine dont les rouages sont déjà parfaitement huilés. De ce point de vue, la pensée économique dominante se présente donc comme une réhabilitation du laisser-faire, même si de tout temps, l'État a joué un rôle majeur dans le développement du capitalisme, tout comme l'État est indissociable de ce que l'on appelle le marché. Le désengagement des pouvoirs publics dans l'économie que prône le néolibéralisme est une utopie, sans parler du fait que ce pseudo désengagement est à géométrie variable. Il cible certaines formes d'intervention comme les services publics ou le versement de transferts sociaux pour réaliser les baisses d'impôt. Mais d'autres interventions sont toujours bien prisées, par exemple les subventions aux entreprises, l'assurance des dépôts bancaires, les dépenses militaires. Orientée de la sorte, la pensée dominante légitime l'ordre établi et les pouvoirs en place et accroît les inégalités.

C'est sous couvert de scientificité et d'objectivité que l'économiste prétend parler du monde économique, en se dissociant des choix pratiqués par les hommes et les femmes politiques. L'économie devient même mystérieuse en se drapant d'un habillage mathématique complexe. De cette façon, elle se rend totalement hermétique aux non-initiés, contribuant ainsi à décourager et à désintéresser les moins familiers de ce jargon et à donner plus de pouvoir aux économistes.

La soumission à une loi naturelle a souvent été évoquée pour justifier le pouvoir des élites en place. Il en est de même aujourd'hui, à la différence que la loi ne vient plus de Dieu mais du marché. L'économie libérale est devenue la religion des temps modernes.

### *3.3 Une vision déterministe de l'économie*

En présentant l'économie comme un fait de nature, comme le produit des forces du marché, la pensée économique dominante impose ses solutions comme autant de diktats, dignes, paradoxalement, de l'autoritarisme politique. En ce sens, le néolibéralisme est un pseudo libéralisme. En effet, les choix de politiques économiques qui sont mis de l'avant en guise de réponses aux problèmes de l'heure sont le plus souvent présentés comme étant inéluctables, comme étant les seuls modes d'adaptation possibles à des contraintes face auxquelles nous serions absolument impuissants. Autrement dit, les choix économiques échapperaient aux choix des humains, c'est-à-dire à l'espace du politique, lequel est pourtant le lieu de la délibération collective et de l'élaboration de notre devenir commun. Tel est le discours économique qui est majoritairement véhiculé aujourd'hui sur la place publique. Un excellent exemple : la manière dont on a imposé dans les esprits l'idée de la mondialisation, en vertu de laquelle l'adoption d'un arsenal de politiques régressives serait absolument inévitable (diminution des protections sociales, imposition de baisses de salaire, érosion des avantages sociaux, assouplissement des conditions de licenciement, etc.). Belle illustration d'un transfert de richesses vers les détenteurs du capital et de ses gestionnaires.

La prétention au statut de scientificité de l'économie est illustrée à merveille par le cirque médiatique entourant, chaque année, l'attribution de ce qu'on appelle à tort le « prix Nobel d'économie ». Contrairement à ce que l'on entend dire, aucun économiste n'a jamais reçu de prix Nobel. L'argent que les lauréats perçoivent est versé par la Banque centrale de Suède et non par la Fondation Nobel. Le prix en économie a été créé en 1968 et il s'appelle « Prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». La transformation de cette appellation en « prix Nobel d'économie » relève d'une autre mystification, qui trompe les récipiendaires eux-mêmes. Les économistes sont



d'ailleurs les seuls à multiplier les livres consacrés à la célébration, et même à l'autocélébration, de leurs soi-disant « prix Nobel ».

#### **4. Les méfaits des politiques néolibérales**

Le néolibéralisme, avec sa vision idéale du « tout au marché », oriente ainsi de nombreuses réformes économiques qui sont mises de l'avant au nom du fait qu'elles seraient les plus appropriées pour répondre aux besoins de la société.

Ainsi, des politiques d'austérité, de déréglementation, de privatisation ou de flexibilisation que mettent de l'avant les grandes institutions économiques internationales (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ou encore l'Organisation de coopération et de développement économiques) et qui servent de modèle à plusieurs des pays pour réformer leur économie, les mesures préconisées poursuivent toujours le même objectif. Elles donnent à ceux qui contrôlent le capital toute la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour opérer avec un minimum de contraintes, c'est-à-dire de règles susceptibles de nuire à l'initiative individuelle ou à l'innovation, maîtres mots censés représenter les conditions de réalisation du bien commun. Par ce discours, le désir de pouvoir et la volonté d'appropriation des richesses et des revenus par les classes possédantes peuvent avoir libre cours. Tous les rapports sociaux de domination sont passés alors sous silence, ainsi que leur incidence au niveau économique.

L'ensemble des politiques défendues au nom du néolibéralisme ont abouti à des résultats néfastes. Commençons par l'accroissement des inégalités de revenu et de richesse, l'appropriation démesurée de la richesse par certains groupes au détriment de larges fractions des populations ou encore les politiques fiscales et budgétaires favorisant les hauts revenus. N'oublions pas la détérioration des services publics en raison de la priorité accordée à la lutte contre le déficit budgétaire ou la dette publique, la pauvreté croissante en emploi, particulièrement des femmes, en raison de l'affaiblissement des syndicats, des lois du travail et des protections générales associées à l'emploi. Mentionnons aussi la dégradation accélérée des sols, des ressources naturelles et du climat. Et la liste n'est pas exhaustive. Les avantages de ce genre de politiques pour la population se font encore

attendre, au moment où éclatent les problèmes sociaux et politiques qui accompagnent ces gestes. Alors qu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, tous les gouvernements occidentaux reconnaissaient qu'il était de leur devoir d'assurer le plein emploi et une répartition équitable des revenus, le néolibéralisme actuel, supporté par le discours économique dominant, multiplie les régressions sociales.

## **5. Quelle vision du monde ?**

Le laisser-faire ne peut être la solution aux problèmes de la société. Cette vision nous conduit à l'impasse, voire à la catastrophe. Dans le contexte actuel, les coûts économiques, sociaux et environnementaux du laisser-faire rendent nécessaire d'inventer l'avenir autrement. Or, les défis sont nombreux, les choix à faire et les actions à mener multiples. Sur quelles bases aborder ceux-ci ?

### ***5.1 L'économie est une science sociale***

Les conceptions économiques qui peuvent éclairer de leurs apports nos choix collectifs ne représentent pas un ensemble homogène, mais empruntent plutôt à des sources théoriques variées. Malgré leur diversité, elles ont pour caractéristique commune d'offrir une lecture des faits économiques qui est véritablement ancrée dans la réalité des institutions et de l'histoire. Elles se distinguent essentiellement par le fait de présenter l'économie, non pas comme étant l'émanation naturelle d'un ordre supra humain, mais, au contraire, comme ayant trait à des arrangements sociaux décidés par les collectifs humains. Autrement dit, dans cette optique, l'économie n'apparaît pas comme un fait de nature, mais comme une construction sociale. Il s'ensuit que la discipline qui entend en rendre compte, l'économie, est posée, non pas comme étant en surplomb par rapport aux autres sciences sociales, mais comme étant elle-même une science sociale.

Qu'est-ce à dire ? Cela signifie de poser l'interdépendance et les désaccords des humains comme des dimensions essentielles de la vie en société et que loin d'être des freins à l'activité ou à l'allocation des ressources, ils en constituent des moteurs privilégiés en permettant de définir les règles qui prévaudront ensuite. Cela implique de reconnaître que

les rapports de pouvoir et de négociation, voire les conflits entre les acteurs, ont un rôle central dans l'évolution des phénomènes économiques. Il faut mettre de l'avant des explications de l'économie qui redonnent aux valeurs et aux représentations, à l'histoire, à la culture et aux arrangements sociaux la place qui leur revient. Deux exemples permettront d'illustrer ceci .

- La mondialisation, dans cette optique, peut être présentée comme la tendance à organiser la production et la consommation à l'échelle mondiale. Cette organisation a jusqu'à maintenant été le fait d'acteurs précis : les gouvernements et les entreprises. Il s'agit d'un processus dont l'orientation n'est cependant pas déterminée d'avance et dans lequel d'autres acteurs peuvent aussi intervenir pour en modifier le cours par l'introduction de nouvelles règles. La mondialisation n'est donc pas une chape de plomb qui tombe du ciel et s'impose à nous. Elle est construite selon des modalités dont les choix relèvent des acteurs sociaux.
- La productivité, bien que mesurée souvent comme étant la valeur de la production par personne, n'est pas un phénomène individuel. Celle-ci est liée à un ensemble de facteurs -investissement, organisation du travail, formation, expérience, environnement économique et même qualité de vie - qui se construisent socialement. Pour être productif, il ne suffit pas, comme le laissait entendre récemment un ancien Premier ministre, de travailler plus longtemps et plus fort. La relation pourrait bien être inverse.

Il faut reconnaître que la création de richesse relève de facto de processus collectifs ; il importe dès lors de permettre à ce processus de s'opérer dans les meilleures conditions. Le partage des richesses doit pour ce faire reposer sur des bases plus justes que celles que nous propose le modèle libéral. L'orientation de notre société doit relever d'une vision partagée et les décisions doivent venir de larges délibérations, révélant une véritable cohésion sociale. Débattre, ce n'est pas refuser le changement, c'est au contraire lui donner des bases plus solides, ancrées dans les besoins des populations et pas seulement dans les intérêts d'une minorité privilégiée.

## ***5.2 Repenser l'économie : du discours à l'organisation***

Si on s'intéresse maintenant à l'organisation concrète de l'économie, on peut se demander justement ce qu'est la richesse. La richesse d'une société, c'est, bien sûr, sa production de biens et de services, et plus généralement, sa capacité de produire. Ce sont les revenus générés par cette production, et qui sont distribués, sous forme de salaires, de profits, d'intérêts et, dans un deuxième temps, de revenus de transfert. Mais il ne s'agit là que d'une première compréhension du mot richesse. Car la richesse d'une société, c'est bien plus que cela. La richesse d'une société doit, aussi et sans doute d'abord, être évaluée par les niveaux de santé, d'éducation, de culture, des gens qui la composent, par les services publics que ces derniers se donnent collectivement, par la qualité des interactions que les personnes et les groupes tissent entre eux. La richesse d'une société, c'est la capacité pour ses membres de vivre ensemble, c'est la préservation à long terme d'un environnement sain ; c'est aussi le temps libre, qu'on peut consacrer aux activités de son choix, de loisir, culturelles ou autres ; c'est la possibilité de bien vivre et de maîtriser ses choix ; c'est l'assurance que tous et toutes peuvent se construire un avenir. Cette confiance en l'avenir est à son tour un facteur qui stimule la participation de tous et toutes à la production, mais, plus largement, au devenir commun. La richesse d'une société, en d'autres termes, ce n'est pas seulement ce qui est vendable et achetable.

On ne peut pas non plus dissocier production et répartition des revenus. Ainsi, il est abusif de dire, comme on l'entend souvent, qu'il faut d'abord produire la richesse avant de la répartir : produire est, en soi, une opération de répartition, puisque toute activité de production implique le versement de revenus aux acteurs engagés dans sa réalisation. Ensuite, le degré d'implication de chacun d'eux dans la production dépend directement de la part du gâteau qu'il escompte en tirer. De plus, l'accès aux services publics, comme la santé et l'éducation, influence le type, la localisation et l'ampleur de la production et des revenus générés par celle-ci. En ce sens, l'accès aux droits sociaux – non seulement formels, mais réels – n'est pas un luxe que se paient des sociétés qui se veulent avancées : il est la condition d'un mieux-vivre général et partagé.

L'activité économique n'est pas une sphère autonome de la vie sociale, elle est elle-même un fait social. En outre, l'économie est fondamentalement politique, ce pourquoi d'ailleurs, dans ce domaine, l'espace académique et l'espace du politique sont intimement liés. Enfin, l'économie est aussi fondamentalement éthique. C'est pourquoi nous pensons que des réformes fondamentales sont nécessaires afin de mettre l'économie au service des êtres humains plutôt que l'inverse, comme c'est souvent le cas actuellement.

Le fait qu'économie, politique et éthique doivent être pensées et organisées ensemble est une conviction largement partagée. En effet, des millions de personnes, des milliers d'organisations à travers le monde, le démontrent tous les jours, chacune à leur façon. Les multiples expériences de relance dans les territoires que l'on dit dévitalisés, les nombreuses initiatives et entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire, les différents mouvements sociaux (altermondialistes, écologistes, communautaires, féministes, syndicaux, etc.) sont autant d'affirmations de la nécessité de construire l'avenir autrement, en organisant différemment l'activité économique dans la société. Nombre d'organisations internationales sont également traversées par ces débats.

\* \* \*

Quant à nous, c'est surtout au niveau de l'analyse économique que nous sommes fondés d'intervenir pour proposer des voies de solution permettant de revivifier le débat public sur les questions économiques. Cependant, nous croyons fermement que c'est dans le cadre de délibérations collectives impliquant tous les acteurs concernés que les stratégies économiques devraient être élaborées ; les volontés, contraintes, points de vue et intérêts en présence constituent autant d'atouts sur lesquels miser.

Qu'il s'agisse de l'avenir des entreprises et de secteurs entiers de l'économie du Québec, du niveau des revenus générés et de leur répartition, de la formation de la main-d'œuvre, des services publics, des finances publiques, de l'environnement, du développement local et régional, du chômage, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, les solutions ne tomberont pas du ciel. Implorer le dieu Marché et l'adaptation forcée n'apporteront pas plus de miracles : les solutions devront être construites et ne pourront l'être que collectivement.

À l'heure où « l'économiquement correct » répugne à parler du capitalisme, appelé pudiquement économie de marché, il nous faut ouvrir le débat sur le plus grand nombre possible d'options de changement social et sur les moyens que la réalisation de celles-ci nous invite à employer. Le défi le plus fondamental qui se pose aujourd'hui à nous est de revivifier le pluralisme dans le discours économique, en redonnant droit de cité aux conceptions économiques qui offrent une alternative au courant dominant en économie. Il s'agit de rouvrir l'éventail des possibles afin de nourrir véritablement les débats de société. Car, seule une large réflexion, pluraliste et contradictoire, peut nous permettre de surmonter l'impasse actuelle, en nous dotant des instruments de pensée permettant de bien saisir les réalités complexes de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle et d'imaginer des solutions appropriées pour les affronter.

\*\*\*

Texte rédigé par Kamel Béji, Guy Debailleul, Gilles Dostaler, Bernard Élie, Frédéric Hanin, Sylvie Morel, Vincent van Schendel. et co-signé par 60 autres économistes en janvier 2008.

---